

Demandes d'indemnisation

CNA Hardy est une dénomination commerciale du groupe de sociétés qui inclut CNA Insurance Company Limited, Hardy (Underwriting Agencies) Limited et CNA Insurance Company (Europe) S.A. Consultez la page <https://www.cnahardy.com/site-services/LegalEntityDetails> pour connaître les noms de toutes nos entités juridiques et de nos succursales ainsi que nos coordonnées.

Dans la présente Déclaration de confidentialité des demandes d'indemnisation, les termes « nous », « notre » et « nos » désignent la ou les sociétés CNA Hardy qui administrent ou souscrivent la police d'assurance à laquelle votre demande d'indemnisation se rapporte et, le cas échéant, leurs succursales qui sont physiquement situées dans votre pays.

Notre utilisation des données personnelles

Nous sommes déterminés à protéger la confidentialité de nos clients, ayants droit et autres contacts professionnels.

La présente Déclaration de confidentialité des demandes d'indemnisation s'applique à tous les ayants droit. Les données personnelles de ces derniers sont traitées par nos soins, notamment, mais non exclusivement, sur des instruments et appareils électroniques, dans le cadre des demandes d'indemnisation qu'ils ont déposées contre des sociétés et d'autres organisations qui ont, soit directement, soit indirectement, souscrit des polices d'assurance auprès de nos services. Nous tenons à ce que vous, les ayants droit, sachiez de quelle manière nous pouvons être amenés à recueillir, utiliser, partager ou encore traiter de toute autre manière vos données personnelles. C'est pour cette raison que dans nos communications avec vous concernant vos demandes d'indemnisation, nous avons intégré un lien vers la présente Déclaration de confidentialité des demandes d'indemnisation.

La présente Déclaration de confidentialité des demandes d'indemnisation ne s'applique à aucune autre personne que les ayants droit. Plus particulièrement, si vous faites partie d'une entité assurée ayant souscrit sa police d'assurance auprès de nous, ou si vous êtes courtier, intermédiaire ou toute autre personne, vous devrez vous reporter aux autres Déclarations de confidentialité que nous avons mises à votre disposition. Plus précisément, les bénéficiaires d'entités assurées devront consulter la Déclaration de confidentialité des polices d'assurance qui leur a été remise avec leur police d'assurance. Les utilisateurs de notre site web qui ne sont pas ayants droit devront se reporter à la Déclaration distincte de confidentialité des données du site web et de confidentialité générale consultables sur le site <https://www.cnahardy.com/privacy/website>.

Données couvertes par cette Déclaration de confidentialité des demandes d'indemnisation

La présente Déclaration de confidentialité des demandes d'indemnisation se rapporte aux données personnelles que nous obtenons soit directement auprès de vous, soit indirectement par l'intermédiaire de tierces parties concernées (la personne que nous avons assurée et les courtiers ou intermédiaires en charge de la police d'assurance de ladite personne par exemple). Ces données peuvent en outre être collectées auprès de sources tierces mentionnées dans la section « **Partage et**

obtention des données personnelles » ci-après. En tout état de cause, elles peuvent être obtenues par téléphone, courrier électronique, ou toute autre méthode que vous ou des tiers concernés employez parfois pour nous soumettre votre demande d'indemnisation, ou encore dans toutes autres communications que nous échangeons avec ces derniers.

Ce que nous entendons par « données personnelles »

L'expression « données personnelles » s'entend de la même façon que les termes « informations personnelles ». Les données personnelles sont définies dans la législation relative à la confidentialité des données en vigueur dans votre pays. Elles incluent toutes les informations qui se rapportent à une personne morale identifiée ou identifiable (ou, dans certaines juridictions, les informations ayant trait à une entité juridique). Cela désigne tout individu ou toute entité juridique qui peut être identifié(e) directement ou indirectement au moyen d'un élément identificateur tel qu'un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, des identifiants en ligne (des adresses IP par exemple dès lors qu'elles peuvent être utilisées pour vous identifier) ou au moyen d'un ou plusieurs facteurs propres à l'identité physique, physiologique, génétique, mentale, économique, culturelle ou sociale de cette personne morale.

En des termes plus simples, cela inclut les données qui, en elles-mêmes ou combinées à d'autres données en notre possession ou mises à notre disposition, peuvent être utilisées pour vous identifier directement ou indirectement.

Les données personnelles incluent également des catégories spécifiques d'informations à caractère personnel. Il s'agit des données se rapportant à votre origine raciale ou ethnique, à vos avis politiques, vos croyances religieuses ou philosophiques, votre adhésion à un syndicat, des données génétiques, des données biométriques, des informations concernant votre santé, votre vie sexuelle ou encore votre orientation sexuelle ou certains profils de personnalité. Par exemple, des détails sur votre santé ou votre maladie mentale ou physique, si cela se révèle pertinent dans le cadre de votre demande d'indemnisation. Cela inclut également des détails sur toute condamnation ou infraction criminelle pouvant s'avérer pertinents pour l'examen de votre demande d'indemnisation (voir la section « **Contrôles pour la prévention des fraudes** » ci-après).

Si la compagnie CNA Hardy qui traite vos données personnelles est située en France, veuillez prendre note de ce qui suit. Les catégories spécifiques d'informations à caractère personnel susceptibles d'être collectées à votre sujet se limitent aux catégories suivantes : informations relatives à la santé ainsi qu'aux condamnations et infractions.

Si la compagnie CNA Hardy qui traite vos données personnelles est située en Suisse, veuillez prendre note de ce qui suit. Les données personnelles incluent également des informations à caractère personnel sensibles, des profils de personnalité ou l'établissement de profils. Les informations à caractère personnel sensibles sont des données qui concernent votre origine raciale ou ethnique, vos opinions ou activités politiques, religieuses, syndicales ou idéologiques, vos informations génétiques, vos données biométriques, des données concernant des mesures de sécurité sociale ainsi que des données relatives à votre santé, votre vie sexuelle, votre orientation sexuelle ou encore des données qui relèvent de votre sphère privée. Par exemple, des détails sur votre santé ou maladie mentale ou physique pouvant se révéler utiles à l'examen de votre demande d'indemnisation. Cela inclut également des détails sur d'éventuelles poursuites et sanctions

criminelles ou administratives pouvant se révéler pertinents pour l'examen de votre demande d'indemnisation (voir la section « **Contrôles pour la prévention des fraudes** » ci-après). Par « profils de personnalité », on entend un recueil de données qui permet d'apprécier les caractéristiques essentielles de la personnalité d'une personne morale.

Autres personnes telles que des personnes à charge, des proches parents ou toute personne tierce vous apportant son aide pour votre demande d'indemnisation

Si vous décidez de nous fournir (directement ou indirectement par l'intermédiaire d'un courtier ou d'un intermédiaire par exemple) des données personnelles concernant une tierce personne en rapport avec votre demande d'indemnisation (une personne à votre charge, un proche parent ou un tiers qui vous apporte son aide), ou de nous transmettre des documents ou des dossiers connexes contenant de telles données personnelles, vous devrez montrer à ces derniers une copie de la présente Déclaration de confidentialité des demandes d'indemnisation. Vous devez vous assurer que vous êtes autorisé(e) à nous communiquer des données personnelles les concernant (que ce soit directement ou indirectement) aux fins décrites ci-après. Si, pour quelque raison que ce soit, vous nous communiquez ces données sans avoir demandé au préalable l'autorisation aux personnes auxquelles ces informations se rapportent, il est fondamental que vous demandiez leur autorisation aussitôt que possible et, si elles ne vous donnent pas leur accord, vous devrez nous en informer immédiatement. Dans tous ces cas, les pronoms « vous », « votre » et « vos » employés dans la présente Déclaration de confidentialité des demandes d'indemnisation désignent également ces autres personnes.

Avis important concernant les transferts internationaux, y compris vers les États-Unis

En raison du caractère international de votre activité, vos données personnelles seront transférées à des tiers situés dans d'autres pays, notamment en dehors de l'Espace économique européen. Dans ce contexte, l'expression « tierces parties » ou les termes « tiers » ou « tierce(s) » peuvent inclure toutes les personnes mentionnées dans la section « **Partage et obtention des données personnelles** » ci-après. Ces autres pays soit auront des lois sur la protection des données différentes de celles de votre pays de résidence, soit n'auront pas adopté de telles lois. Ils pourraient ne pas être considérés par la Commission européenne comme offrant une protection adéquate des données personnelles.

Plus particulièrement, nous transférons des données personnelles à nos compagnies du groupe qui sont implantées aux États-Unis. Une liste de toutes les compagnies du groupe auxquelles les données sont transférées est disponible sur demande mais elle inclut « Continental Casualty Company », « The Continental Corporation », « CNA Financial Corporation » et « The Continental Insurance Company ». Le détail concernant les compagnies américaines est disponible sur le Site Web www.cna.com

Cette opération a pour objectif d'administrer votre demande d'indemnisation ainsi que toutes autres formes de traitement en lien avec cette dernière.

Les États-Unis ne sont pas considérés par la Commission européenne comme offrant une protection adéquate des données personnelles. Il est néanmoins possible que les autorités américaines de

défense et de sécurité, entre autres, puissent accéder aux données personnelles en vertu de leur législation locale.

Des mesures devront être adoptées pour mettre en place des garanties (notamment autour de la sécurité) afin de protéger vos données personnelles lorsqu'elles se trouvent dans ces autres pays. Cela inclut le recours à des contrats incluant une clause européenne type, notamment des addenda conformes aux exigences des lois locales en vigueur.

Pour en savoir plus sur les clauses européennes types en ligne, suivez le lien qui suit :

http://ec.europa.eu/justice/data-protection/international-transfers/transfer/index_en.htm.

Si vous avez des questions, contactez-nous (détails ci-après). Veuillez noter que les informations commercialement sensibles peuvent être supprimées/effacées des copies qui vous seront transmises.

Les catégories de données personnelles que nous pouvons collecter

Les données personnelles recueillies auprès de vous ou de sources tierces pertinentes peuvent inclure les données suivantes si vous êtes ayant droit :

- Votre nom complet, votre adresse postale, votre date de naissance, d'autres éléments d'identification tels qu'une pièce d'identité et un justificatif de domicile que vous soumettez dans le cadre de votre demande d'indemnisation ;
- Vos coordonnées, ce qui comprend votre adresse de courrier électronique, votre numéro de téléphone et votre adresse postale ;
- Les détails de votre carte de paiement et de votre compte bancaire, ce qui inclut votre code guichet et votre numéro de compte ;
- Des notes et enregistrements d'appels ;
- Des informations sensibles concernant votre santé, notamment des détails sur votre santé ou maladie mentale ou physique pouvant se révéler utiles à l'examen de votre demande d'indemnisation ;
- Des détails concernant une condamnation ou une infraction criminelle, ce qui inclut toute fraude avérée ou suspectée, tout blanchiment d'argent ou tout autre délit que vous êtes susceptible d'avoir commis ;
- Toutes autres données personnelles que vous nous avez volontairement communiquées de temps à autre.

Si vous êtes une personne à la charge du demandeur, un proche du demandeur ou encore toute autre personne aidant le demandeur, nous ne recueillerons aucune information sensible concernant votre santé, mais nous pourrions collecter certaines ou toutes les autres catégories de données personnelles énumérées ci-avant, si tant est que nous en avons besoin pour administrer sa demande d'indemnisation.

Si vous n'êtes pas tenus de nous communiquer les données personnelles que nous vous demandons, nous le mentionnerons clairement dans nos communications. Cependant, notre pratique courante consiste à ne demander aucune des données personnelles répertoriées ci-avant à moins que cela ne

soit nécessaire et, par « nécessaire », on entend que ces données sont nécessaires aux fins décrites dans la présente Déclaration de confidentialité des demandes d'indemnisation (voir plus bas).

Pourquoi nous utilisons et traitons des données personnelles

Les données personnelles peuvent être utilisées, voire traitées, par nos soins aux fins suivantes :

- Administrer l'assurance, notamment pour communiquer avec vous au sujet de votre demande d'indemnisation, traiter votre demande, évaluer, vérifier et valider l'historique de votre demande et procéder au paiement de votre demande d'indemnisation ;
- Obtenir des évaluations auprès d'experts externes, notamment des examens médicaux ;
- Vérifier votre identité, notamment en procédant à des contrôles d'identité (voir la section « **Contrôles pour la prévention des fraudes** » ci-après).
- Offrir une assistance et des conseils sur des questions médicales, par exemple pour effectuer des paiements à toutes personnes ou organisations qui vous prodiguent des soins médicaux lorsque ce paiement est dû et fait partie des risques couverts par la police d'assurance au titre de laquelle vous déposez une demande d'indemnisation ;
- Gérer et vérifier nos opérations commerciales, y compris notre comptabilité ;
- Dans toute la mesure autorisée ou requise par la loi ou la réglementation applicable, procéder à des contrôles pour la prévention de la fraude et du blanchiment d'argent ainsi qu'à d'autres activités nécessaires pour prévenir, détecter et enquêter sur un délit (voir « **Contrôles pour la prévention des fraudes** » plus bas) ;
- Établir et défendre des droits juridiques ;
- Assurer la conformité juridique et réglementaire, notamment la conformité aux lois de votre propre pays ainsi que la conformité aux lois extérieures à votre pays de résidence, comme celles des États-Unis, où nous traitons votre demande d'indemnisation ;
- Sous réserve des législations locales applicables, surveiller et enregistrer les appels téléphoniques et communications par voie électronique lorsque cela est nécessaire pour assurer la conformité aux règles établies ou aux pratiques ou procédures d'auto-régulation pertinentes pour votre activité, de façon à prévenir ou détecter les délits, à des fins de sécurité et, avec votre consentement, lorsque cela est requis par la législation locale en vigueur, à des fins de qualité et de formation, d'étude et d'analyse du marché ou encore d'élaboration de statistiques. Consentir au traitement de vos données auxdites fins est un acte volontaire ; l'absence de votre consentement ne nous empêchera pas de traiter votre demande d'indemnisation. Dans certains cas, des alternatives au consentement peuvent s'appliquer pour justifier cette action (si et dans la mesure où cette activité se déroule dans votre pays). Vous serez informé(e) par avance de l'enregistrement d'un appel en amont dudit appel ou par le biais d'avis supplémentaires au besoin.

Base juridique de notre utilisation et de notre traitement ultérieur de vos données personnelles en vertu des législations sur la confidentialité des données applicables

Nous avons décrit ci-avant dans quels buts nous pourrions être amenés à utiliser et à traiter autrement vos données personnelles dans le cadre de votre demande d'indemnisation. La loi nous oblige à vous préciser la base juridique justifiant cette utilisation ou tout autre traitement. Cela inclut notamment (le cas échéant) :

- Le traitement de votre demande d'indemnisation de façon à nous permettre de nous acquitter de nos obligations au titre du contrat d'assurance concerné vis-à-vis de la personne assurée ;
- Le traitement pour des raisons légitimes à condition que ces dernières ne soient pas outrepassées par vos intérêts, vos droits fondamentaux et vos libertés fondamentales (cela comprend nos propres intérêts légitimes ainsi que ceux d'autres entités et filiales de notre groupe de compagnies). Cela est particulièrement pertinent lorsque nous utilisons et traitons vos données personnelles dans le but de donner suite à votre demande d'indemnisation, de valider l'historique de votre demande ou celui de toute autre personne ou propriété susceptible d'être impliquée dans la police ou dans la demande d'indemnisation, et de satisfaire à nos obligations de conformité juridique et réglementaire ainsi qu'à nos obligations de bonne gouvernance ;
- Le traitement nécessaire au respect de nos obligations légales établies par la loi de l'Union européenne (le cas échéant) et (lorsque cela est autorisé et justifié) par les lois nationales de tous nos pays ;
- Le traitement estimé nécessaire pour l'établissement, l'exercice ou la défense de revendications ou de droits légaux.

Votre consentement peut également constituer un motif légitime de traitement de vos données personnelles dans certains cas. On entend ici par « consentement » votre autorisation expressément et librement consentie, sans équivoque et en parfaite connaissance de cause. Par exemple, pour le traitement de catégories spécifiques d'informations à caractère personnel.

Ce consentement pourra vous être demandé au moment où vous soumettez votre demande d'indemnisation ce qui inclut, par exemple, le moment où vous signez le formulaire de demande d'indemnisation. Cela peut concerner, dans certains cas, un consentement exprès, qui vous serait demandé avant que vous ne vous soumettiez à un examen médical destiné à vérifier certaines parties de votre demande ou à contribuer à son règlement. Vous devez savoir qu'en vertu de la loi sur la confidentialité des données en vigueur, vous êtes en droit de retirer votre consentement, lorsque vous l'avez exprimé, à tout moment.

Vous devez également savoir que si vous retirez votre consentement et s'il n'existe aucun autre motif légal sur lequel nous pouvons nous fonder pour justifier de l'utilisation ou du traitement pertinent de vos données personnelles, cela pourrait altérer notre capacité à administrer votre demande d'indemnisation.

En somme, nous avons besoin de certaines catégories de données personnelles pour pouvoir administrer votre demande d'indemnisation. Certaines autres données personnelles sont traitées

dans le cadre de nos intérêts légitimes dès lors que cela n'occasionne aucun préjudice pour vous. Certaines autres données personnelles sont traitées à partir d'un consentement.

Contrôles pour la prévention des fraudes

Nous pouvons réaliser des recherches à des fins de vérification d'identité et partager vos données personnelles avec des agences de prévention des fraudes (notamment celles de votre pays) pendant que nous administrons votre demande d'indemnisation. Si des informations erronées ou inexactes sont fournies et qu'une fraude est identifiée, les détails de ces observations seront transmis aux agences de prévention des fraudes. Les services de maintien de l'ordre peuvent accéder aux dites informations et les utiliser. Pour prévenir la criminalité financière et à des fins de conformité juridique et réglementaire, nous pouvons effectuer une recherche d'identité auprès des agences de prévention des fraudes. Cela n'aura aucune incidence sur votre note de crédit. Si une telle recherche d'identité devait échouer, nous pourrions avoir à vous demander certains justificatifs spécifiques de votre identité.

Les agences de prévention des fraudes nous signaleront si des risques liés à une fraude, à du blanchiment d'argent ou à une vérification de l'identité ont été identifiés. Veuillez noter que nous n'avons pas besoin de vous demander votre consentement pour effectuer ces contrôles dès lors qu'ils se justifient par d'autres motifs licites de traitement des données personnelles, par exemple par nos intérêts légitimes au regard de nos obligations de conformité juridique et réglementaire et de nos obligations de bonne gouvernance (voir plus haut).

Système de surveillance de la fraude sur le marché des assurances du Royaume-Uni

Si vous êtes une personne concernée par le traitement de ses données résidant au Royaume-Uni et qu'un tel traitement est autorisé par les lois sur la confidentialité des données applicables, nous pouvons soumettre vos données personnelles au système de surveillance de la fraude dans l'ensemble du secteur des assurances du Royaume-Uni. Il s'agit d'une base de données de lutte contre la fraude dans le secteur tout entier qui est administrée par un tiers et utilisée par d'autres membres du secteur des assurances au Royaume-Uni. Cela impliquera que nous divulguions vos données personnelles au tiers chargé de gérer la base de données de lutte contre la fraude. Ce tiers, à son tour, les partagera avec d'autres membres/d'autres clients d'assurance si un quelconque risque de fraude est identifié. Des mesures devront être adoptées pour mettre en place des garanties visant à protéger vos données personnelles lorsqu'elles sont détenues par une tierce partie. Cela peut se traduire par la conclusion de contrats écrits entre nous et cette tierce partie afin de régir la sécurité de vos données personnelles et leur mode de partage.

Anonymisation des données

Nous pouvons être amenés à convertir vos données personnelles en données statistiques ou données agrégées de manière à garantir qu'il est impossible de vous identifier à partir de ces données. Nous pouvons utiliser ces données agrégées pour réaliser une étude ou une analyse de marché, notamment pour générer une analyse statistique et des rapports. À titre d'illustration, nous pouvons élaborer des rapports sur nos offres de produits et notre couverture assurance qui engendrent le plus petit nombre ou, au contraire, le plus grand nombre de demandes d'indemnisation ainsi que sur les valeurs moyennes de ces demandes d'indemnisation. Nous

pouvons partager des données agrégées de différentes façons, y compris pour les mêmes motifs que ceux nous conduisant à partager des données personnelles (voir « **Partage et obtention des données personnelles** » plus bas).

Partage et obtention des données personnelles

Des données personnelles peuvent être partagées aux fins susmentionnées avec notre groupe de compagnies (voir « **Transferts internationaux** » plus haut) et peuvent être partagées avec (ou recueillies auprès) des courtiers et d'autres parties chargées de leur répartition, des assureurs et des réassureurs, des agences de prévention des fraudes, des médecins et des professionnels des soins de santé ainsi que d'autres prestataires de service qui nous aident, nous et notre groupe de compagnies, dans le cadre de notre activité. Ces derniers constituent les sources desquelles vos données personnelles pourraient provenir. Ces sources ne sont pas disponibles au public.

Les données personnelles seront partagées avec des autorités de réglementation et des agences gouvernementales aux fins de se conformer à des ordres juridiques, des exigences juridiques ou réglementaires ou encore des demandes émanant du gouvernement. Elles pourront également être partagées dans le cadre d'une vente de tout ou partie de notre groupe de compagnies ou du transfert d'actifs commerciaux.

Des données personnelles (y compris des détails sur les blessures) pourront être consignées dans les registres des demandes d'indemnisation partagés avec d'autres assureurs, si cela s'applique dans votre localité (veuillez noter que cela n'est pas applicable en Suisse). Nous pourrions être tenus, en vertu d'obligations légales ou réglementaires propres au secteur des assurances de votre pays, de consigner toutes les demandes d'indemnisation de tiers dans le cadre de l'indemnisation de blessures corporelles auprès des commissions des accidents du travail. Nous pourrions être amenés à effectuer des recherches dans ces registres afin de détecter et de prévenir une fraude ou de valider l'historique de votre demande d'indemnisation ou celui de toute autre personne ou propriété susceptible d'être impliquée dans la police ou la demande d'indemnisation.

Dans certains cas, il pourra être nécessaire de transférer des données personnelles entre nos bureaux européens et nos bureaux internationaux (pour plus de détails, voir plus haut). Il pourra s'agir de données personnelles divulguées à des instances juridiques ou réglementaires afin de satisfaire à diverses réglementations juridiques, notamment celles imposées à notre compagnie-mère basée aux États-Unis (où cela est légal en vertu des lois sur la confidentialité des données en vigueur).

Par ailleurs, nous pouvons partager vos données personnelles, ce qui inclut, mais sans limitation aucune, celles contenues dans des rapports médicaux, des rapports d'enquêteurs privés et des rapports des coordonnateurs de la réadaptation, le cas échéant et lorsque cela est autorisé par la législation sur le respect de la vie privée, avec l'une ou l'ensemble des personnes qui suivent :

- L'intermédiaire, le courtier ou l'agent concerné par la police d'assurance au titre de laquelle vous avez déposé une demande d'indemnisation ;
- Votre employeur ou l'intermédiaire désigné de votre employeur, s'il est le titulaire de la police d'assurance ;

- Votre médecin traitant ou tout autre médecin qui vous prodigue actuellement des soins ou qui est concerné d'une quelconque manière par votre demande d'indemnisation (un médecin indépendant par exemple si vous consentez expressément à vous soumettre à un examen médical afin de vérifier certaines parties de votre demande ou contribuer à son règlement) ;
- Organismes du secteur de l'assurance dans votre pays, nos partenaires en assurance, syndicats de faillite, réassureurs, souscripteurs, experts en sinistres, agences médicales (au Royaume-Uni et à l'étranger) ainsi que nos sous-traitants et agents ;
- Agences d'évaluation des pertes et demandes d'indemnisation dans le cadre d'une assurance : ces informations seront utilisées par les usagers de l'agence pour évaluer les demandes d'indemnisation dans le cadre de l'assurance ainsi que les pertes ;
- Nos conseillers juridiques et autres conseillers professionnels ;
- Des organismes de réglementation gouvernementaux et le Médiateur ;
- Dans certaines circonstances limitées et contrôlées, d'autres compagnies d'assurance lorsque nous sommes légalement tenus de leur fournir de telles informations.

En dehors des circonstances décrites dans la présente Déclaration de confidentialité des demandes d'indemnisation, nous ne discuterons pas de votre demande d'indemnisation avec quiconque, à moins que vous ne communiquiez leur nom et que vous ne nous produisiez un consentement écrit (cela concerne également votre époux/épouse, un proche, un ami ou un avocat). Pour des raisons de sécurité, nous leur demanderons de confirmer leur identité en nous donnant leur date de naissance, leur code postal et le numéro de la police d'assurance.

Durée de conservation ou critères utilisés pour déterminer la durée de conservation

Les données personnelles seront conservées pendant toute la durée nécessaire aux fins décrites ci-dessus. Plus particulièrement, nous les conserverons aussi longtemps que nous en avons besoin pour administrer votre demande d'indemnisation. Une fois votre demande d'indemnisation traitée, nous ne les conserverons que pendant la durée nécessaire, et la période de conservation pertinente sera déterminée en se référant à la loi ou à la réglementation, ou encore aux fins d'enquêtes portant sur des contentieux ou la réglementation.

Les critères que nous utilisons pour déterminer les périodes de conservation des données une fois les demandes d'indemnisation traitées incluent ce qui suit : i) **Conservation en cas de questions.** Nous les conserverons pendant une période raisonnable (jusqu'à 6 mois) en cas de questions de votre part ; ii) **Conservation en cas de réclamations.** Nous les conserverons pendant toute la période pendant laquelle vous pourriez engager des poursuites à notre encontre. Cette période variera en fonction de votre pays ; iii) **Conservation conformément aux exigences juridiques et réglementaires.**

Si vous souhaitez obtenir de plus amples informations sur nos pratiques de conservation des données, n'hésitez pas à nous contacter (voir la section « **Demandes et questions** » ci-après).

Contrôle des appels et des autres communications

Pour améliorer notre service et pour des raisons de sécurité, avec votre consentement si ce dernier est nécessaire, nous pourrions contrôler et enregistrer des appels téléphoniques. Vous serez informé(e) de l'enregistrement d'un appel dès le début de ce dernier si cela était nécessaire. Pour de plus amples informations, reportez-vous à la section « **Pourquoi nous utilisons et traitons des données personnelles** ».

Demandes ou questions

La législation relative à la confidentialité des données en vigueur dans votre pays vous confère de nombreux droits, parmi lesquels :

- Le droit d'obtenir confirmation du traitement ou non de vos données personnelles et, le cas échéant, le droit de **demandeur à avoir accès** aux données personnelles vous concernant qui sont en notre possession ainsi que d'obtenir une copie de ces informations dans un format structuré, couramment utilisé et lisible par une machine et de transmettre ces données à un autre contrôleur, dans les cas prévus par la loi en vigueur. Sauf exigence contraire de la loi en vigueur, nous pouvons refuser un accès si ce dernier est susceptible d'aller à l'encontre des droits à la vie privée des autres personnes ou encore de nuire à leurs droits et libertés ;
- Vous avez également le **droit d'être informé(e)** : i. de la source de vos données personnelles ; ii. des finalités et des méthodes de traitement ; iii. de la logique appliquée au traitement, si ce dernier est réalisé par voie électronique ; iv. de l'identité du contrôleur des données et des entités chargées du traitement des données, si de telles entités sont désignées, ainsi que du représentant local pour la protection de la vie privée, le cas échéant ; v. des entités ou catégories d'entités auxquelles vos données personnelles peuvent être communiquées ;
- Vous disposez du **droit de rectification**, ce qui inclut le droit de nous demander de corriger des données personnelles inexacts, le droit de demander une limitation du traitement vous concernant ou d'objecter au traitement de vos données personnelles, le droit de demander la suppression, l'anonymisation ou le blocage de vos données personnelles si leur traitement est illicite ou si nous n'avons plus besoin de les conserver, le droit d'être informé(e) des modifications de vos données personnelles qui ont été notifiées aux entités auxquelles ces données personnelles ont été communiquées ou diffusées, sauf si cette exigence est irréalisable ou suppose un effort clairement disproportionné en comparaison avec le droit à protéger ;
- Vous bénéficiez d'un **droit à la portabilité des données**, notamment d'obtenir des données personnelles dans un format couramment utilisé et lisible par une machine dans certaines circonstances, par exemple lorsque notre traitement des données personnelles repose sur un consentement ;
- Vous avez le **droit de contester**, en tout ou partie, pour des motifs légitimes, le traitement de vos données personnelles ; le droit d'objecter au traitement de vos données personnelles lorsque ce dernier a pour but d'envoyer des supports publicitaires, de réaliser du marketing direct ou des ventes ou encore de mener des études de marché ou de la communication

commerciale (veuillez noter toutefois que nous n'utilisons pas vos données personnelles à des fins commerciales) ;

- Vous disposez du **droit de contester la prise de décision automatisée**, ce qui inclut l'établissement de profils (le cas échéant) ayant une incidence juridique ou significative sur vous en tant qu'individu ; et le droit de retirer votre consentement pour tout traitement auquel vous aviez auparavant consenti.

Veuillez voir la section « **Nous contacter** » si vous souhaitez exercer l'un quelconque de ces droits (le cas échéant).

Conséquences de la non-communication de données personnelles

Vous êtes en droit d'être informé(e) des conséquences éventuelles d'une non-communication des données personnelles que nous vous demandons directement. Par exemple, si sur le formulaire de demande d'indemnisation, des données personnelles sont manquantes ou se révèlent inexactes, ou si tel est le cas à la suite de nos conversations téléphoniques ou de nos échanges de courriers électroniques, et si ces données ne nous sont pas transmises par vos soins ou pour votre compte dans le cadre de notre suivi, nous ne serons peut-être pas en mesure de gérer votre demande d'indemnisation.

Mise à jour et modifications apportées à la présente Déclaration de confidentialité de Police d'assurance

En raison des modifications en cours, des changements législatifs et de la nature évolutive de la technologie et de nos pratiques relatives aux données, la présente déclaration de confidentialité des demandes d'indemnisation changera périodiquement. Nous vous conseillons de consulter la présente page régulièrement.

Veuillez cliquer sur ce lien pour consulter la version précédente de la présente déclaration de confidentialité des demandes d'indemnisation.

Coordonnées de contact

Si vous souhaitez exercer vos droits en matière de confidentialité des données contre nous, veuillez envoyer un courrier électronique à : DataProtectionOfficer@CNAHardy.com.

Nous serions ravis de recevoir vos commentaires au sujet de cette déclaration de confidentialité. Pour ce faire, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles mentionnées plus haut.

Votre droit de déposer plainte auprès de l'autorité de surveillance du respect de la vie privée dans votre pays

Sans aucun préjudice des autres recours administratifs ou judiciaires auxquels vous pouvez prétendre, vous serez en droit de déposer plainte auprès de l'autorité de surveillance du respect de la vie privée de votre pays si vous estimez que nous avons enfreint les lois sur la confidentialité des données applicables lors du traitement de vos données personnelles. Cela signifie dans le pays dans

lequel vous résidez habituellement, où vous travaillez ou où l'infraction présumée s'est produite. Les noms des autorités de surveillance et la page web sur laquelle vous pouvez trouver leurs coordonnées à cette fin sont fournis ci-après :

- **Royaume-Uni** : Information Commissioner's Office, <https://ico.org.uk/>
- **Luxembourg** : Commission Nationale pour la Protection des Données, <https://cnpd.public.lu/en.html>,
- **Belgique** : Commission belge de la protection de la vie privée, <https://www.privacycommission.be/en>
- **Danemark** : Datatilsynet, <https://www.datatilsynet.dk/forside/>
- **France** : Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés, <https://www.cnil.fr/>
- **Allemagne** : Die Landesbeauftragte für den Datenschutz Nordrhein- Westfalen, <https://www.ldi.nrw.de>
- **Pays-Bas** : Autoriteit Persoonsgegevens, <https://autoriteitpersoonsgegevens.nl/>
- **Suisse** : Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence : <https://www.edoeb.admin.ch/org/00144/index.html?lang=en>
- **Italie** : Garante per la Protezione dei Dati Personali, <http://www.garanteprivacy.it/>

Si la compagnie CNA Hardy qui traite vos données personnelles est située en Italie, veuillez prendre note de ce qui suit.

Vos données personnelles seront traitées par le directeur national dûment habilité en charge du traitement pertinent au sein de CNA Hardy en Italie.

Dernière mise à jour : 01.01.2019